

*Questions orales***L'INDUSTRIE****LA RECHERCHE ET LE DÉVELOPPEMENT—ON DEMANDE L'AUGMENTATION DES CRÉDITS**

L'hon. George Hees (Northumberland): Madame le Président, j'ai une question à poser au premier ministre, car je ne voudrais pas qu'il se sente oublié aujourd'hui.

Les États-Unis et le Japon consacrent à la recherche et au développement une part deux fois plus grande de leur produit national brut que le Canada. Cela leur a permis et leur permet d'enlever beaucoup de commandes importantes aux producteurs canadiens, parce qu'ils offrent des prix inférieurs, une qualité et une conception meilleures, grâce à quoi ils ont porté à 31 p. 100 leur part du marché canadien, qui était de 19 p. 100 il y a 15 ans, quand le premier ministre est arrivé au pouvoir.

Est-ce que le gouvernement songe, où va-t-il y songer s'il ne l'a pas déjà fait, à offrir à l'industrie canadienne les mêmes incitations à augmenter ses travaux de recherche et de développement que les États-Unis et le Japon, afin que notre industrie puisse s'occuper beaucoup plus de recherche et de développement et devenir ainsi plus compétitive, décrocher plus de commandes et offrir plus d'emplois aux Canadiens?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Madame le Président, je suis heureux que le député s'intéresse à la question. Il se rend peut-être compte qu'il ne parle pas de dépenses fédérales, en pourcentage, comparées à celles du gouvernement japonais. Il n'envisage qu'un aspect de la question. Ses observations s'adressent sans doute principalement au secteur privé et aux universités. Les universités, on le sait, sont aidées par l'État fédéral, par le moyen de subventions de recherche.

Les chiffres que le député nous donne sont assez trompeurs, parce qu'ils donnent à penser à tort qu'il n'y a qu'une source de financement R et D, dans un pays, alors qu'il y en a plusieurs.

M. Hees: Madame le Président, je puis assurer au premier ministre que les chiffres que j'ai donnés viennent tout droit de Statistique Canada et qu'ils sont exacts. Ils font voir que ces pays-là ont pu faire passer leur part de notre marché à 31 p. 100, alors qu'elle était de 19 p. 100 quand il est venu au pouvoir. C'est très grave.

ON DEMANDE AU PREMIER MINISTRE DE S'OCCUPER DE LA QUESTION

L'hon. George Hees (Northumberland): Madame le Président, je demanderai au premier ministre s'il ne veut pas cesser d'écarter cette question comme il le fait toujours, s'il ne veut pas la prendre au sérieux et s'en occuper pendant qu'il est encore au pouvoir. Il est plus tard qu'il ne le croit, je puis lui en donner l'assurance!

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Madame le Président, je puis donner au député l'assurance que je ne conteste pas ses chiffres. Quand il dit une part deux fois plus grande du PNB, est-ce qu'il parle du pourcentage de l'État fédéral comparé au gouvernement national du Japon, du pourcentage dépensé par les universités ou de celui du secteur privé? S'il dit que ses chiffres sont exacts, peut-être peut-il m'éclairer à ce sujet.

M. Hees: Je parle de l'ensemble.

L'IMPÔT SUR LE REVENU**LES DÉLAIS PRÉVUS POUR LES REMBOURSEMENTS**

M. Tom McMillan (Hillsborough): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre du Revenu national. Hier, en répondant à une question posée par mon collègue, le député de Simcoe-Nord, le ministre a dit qu'il s'attendait que le Parlement adopte l'énorme projet de loi relatif à l'impôt sur le revenu, le C-139, avant la fin de mars, ce qui voudrait dire que les remboursements d'impôt seraient effectués dans les mêmes délais ou à peu près que l'année dernière.

Si le Parlement ne peut pas adopter le C-139 avant la fin de mars, le gouvernement attendra-t-il que la mesure soit adoptée, ce qui pourrait être en mai ou même en juin, avant de verser aux contribuables du Canada leurs remboursements d'impôt sur le revenu?

[Français]

L'hon. Pierre Bussières (ministre du Revenu national): Madame le Président, je suis un peu étonné des hypothèses pessimistes du député puisque, ce matin, j'ai eu l'occasion d'assister aux délibérations de la Chambre, à l'étape du comité plénier, et je me suis rendu compte que nous avons fait des progrès très intéressants dans l'étude du projet de loi C-139, et je suis encore convaincu que nous réussirons à adopter cette loi bien avant la fin du mois de mars.

[Traduction]

L'EXPLOITATION DES CONTRIBUABLES QUI ATTENDENT UN REMBOURSEMENT

M. Tom McMillan (Hillsborough): Madame le Président, je répète ma question. Si, malgré son optimisme, le ministre ne réussit pas à faire adopter le projet de loi C-139 par le Parlement avant la fin de mars, le gouvernement attendra-t-il pour verser aux Canadiens leurs remboursements d'impôt?

Quand le ministre répondra à cette question, il pourra peut-être en profiter pour répondre à celle-ci: se rend-il compte que c'est parce que le gouvernement se fait tirer l'oreille pour les remboursements d'impôt que certains Canadiens en difficultés financières doivent s'adresser à des sociétés véreuses qui sont prêtes à leur donner immédiatement de l'argent en retour de leurs remboursements d'impôt avant que les contribuables ne les obtiennent du gouvernement? S'il le sait, prendra-t-il au moins des dispositions pour que les remboursements d'impôt des Canadiens qui en ont absolument besoin soient traités en toute priorité pour éviter qu'ils soient exploités de cette façon?

● (1450)

[Français]

L'hon. Pierre Bussières (ministre du Revenu national): Madame le Président, je suis désagréablement étonné des propos alarmistes que tient souvent le député, et au lieu de formuler des hypothèses de nature à alarmer les Canadiens, à mon avis, il devrait plutôt encourager les citoyens à remplir le plus rapidement possible leurs formulaires d'impôt et à les retourner au ministère du Revenu national. De plus, il devrait collaborer avec les autres députés de la Chambre afin d'assurer l'adoption le plus rapidement possible du projet de loi C-139, et nous pourrions alors retourner aux citoyens canadiens les sommes qui leur sont dues au même rythme que l'an dernier. Jusqu'à maintenant, il n'y a aucune raison de paniquer et de tenir des propos alarmistes, il faudrait plutôt demander à tout